

Combien coûte la rentrée universitaire à Avignon ?



Chaque année depuis 11 ans, <u>Inter'asso Avignon</u>, première organisation étudiante et de jeunesse du Vaucluse, révèle le coût moyen de la rentrée pour un étudiant avignonnais. Cette année, il s'élève à 3123,99€.

Du lundi 1er au jeudi 4 septembre, les quelque 2 500 nouveaux étudiants d'<u>Avignon Université</u>, ont fait leur rentrée. Les cours débuteront officiellement le lundi 8 septembre.

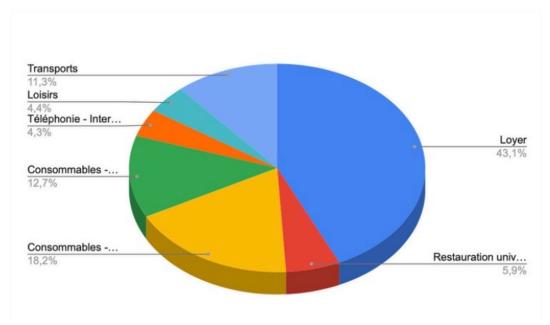
Depuis plusieurs années, le coût moyen de la rentrée universitaire à Avignon ne cesse d'augmenter. Cette année, les étudiants de la Cité des papes devront débourser 3123,99€, soit un montant en hausse de +1,08% par rapport à 2024. Ce coût a pris plus de 1 000€ en seulement 4 ans puisqu'il s'élevait à 2078,58€ pour la rentrée 2021.



Les frais de la vie courante

La première catégorie de frais auxquels s'exposent les étudiants est celle des frais de la vie courante. Ces frais regroupe le loyer, la restauration universitaire, l'alimentation, les équipements, la téléphonie et internet, les loisirs et les transports. En tout, ces frais s'élèvent en moyenne à 1112,36€ ce qui est 11,83€ moins cher que pour la rentrée 2024.

Globalement, tout a baissé ou est resté au même niveau de prix, mis à part deux dépenses qui représentent les plus grosses parts des frais de la vie courante : le loyer, qui a augmenté de +1,70%, et l'alimentation, qui elle, a subi une augmentation de +2,32%.



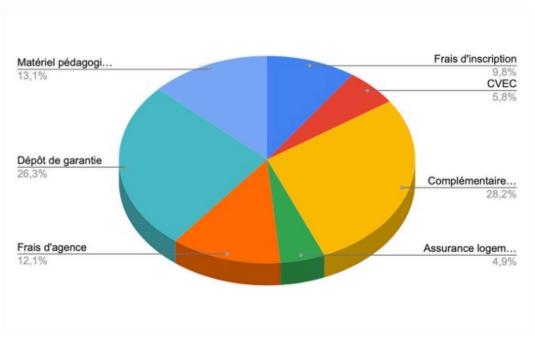
Inter'asso - Avignon

Les frais spécifiques

Les étudiants ont aussi des frais spécifiques pour lesquels ils doivent débourser. Ils s'élèvent cette année à 2012,63€, soit en augmentation de +2,30% par rapport à l'année dernière. Ce montant concerne les frais d'inscription, la Contribution de vie étudiante et de campus (CVEC), la complémentaire santé, l'assurance logement, les frais d'agence, le dépôt de la garantie, le matériel pédagogique (papeterie, manuels, etc).

Parmi toutes ces dépenses, le prix d'une seule a baissé par rapport à 2024, c'est celui des frais d'agence qui s'élevait à 220€ en moyenne l'année dernière et qui est à 220€ en moyenne désormais. Pour le reste, tout a augmenté, dont la papeterie qui s'élève à 238,52€ (+9,69% par rapport 2024) la complémentaire santé à 513,60€ (+7,35%), le matériel pédagogique spécifique à 189,01€ (+7,11%), ou encore l'assurance logement à 89€ (+4,09%).





©Inter'asso Avignon

Un abandon des étudiants ?

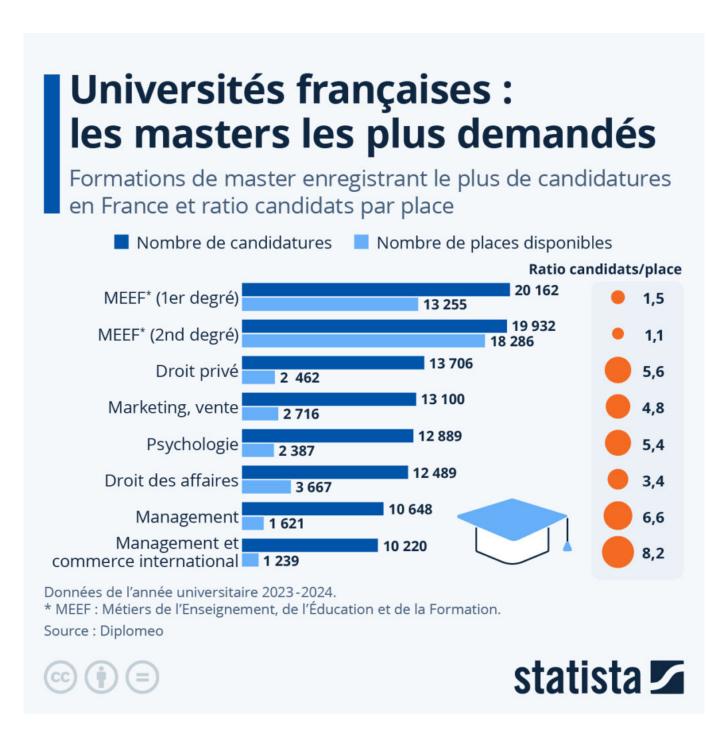
Inter'asso Avignon, tout comme la <u>Fédération des Associations Générales Etudiantes</u> (FAGE), dénonce un délaissement des étudiants de la part du gouvernement. « Aujourd'hui, de nombreux étudiants se retrouvent contraints de vivre sous le seuil de pauvreté, allant jusqu'à sauter des repas pour subvenir à leurs besoins », déplore l'association.

Pour cette nouvelle année universitaire, Inter'asso Avignon souhaite une réforme des bourses. « Les aides, et en particulier les bourses, restent calculées sur les revenus parentaux, une logique dépassée qui ne reflète pas la réalité de leur quotidien », explique-t-elle. L'association demande aussi la création d'une allocation rentrée pour les étudiants, un encadrement des loyers à Avignon, la construction de logements à destination des étudiants, ainsi que la gratuité de la ligne C3 du réseau de transport Orizo qui relie le Campus Hannah Arendt au Parc des Expositions d'Avignon.

Universités françaises : quels sont les



masters les plus demandés?



Opérationnelle depuis 2022, la plateforme Mon Master ouvre les portes des formations Bac +5 aux



étudiants titulaires d'une licence, d'un bachelor ou d'un BUT. La phase d'admission principale, durant laquelle les candidats reçoivent les propositions d'admission des établissements dans lesquels ils ont postulé, se déroule du 2 au 16 juin 2025.

Notre infographie, basée sur des chiffres du service statistique ministériel du ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche publiées par le site Diplomeo, donne un aperçu des filières les plus demandées sur Mon Master. Pour chaque formation, elle indique également le niveau de concurrence à l'admission, avec le ratio du nombre de candidats par place disponible (données 2023/2024).

Les masters les plus prisés par les étudiants sont les mentions MEEF 1er et 2nd degré (Métiers de l'Enseignement, de l'Éducation et de la Formation), avec chacune autour de 20 000 candidats enregistrés pour l'année universitaire 2023/2024. Comme ces formations sont également celles qui proposent le plus de places, elles ne font pas partie des filières les plus en tension (1,1 à 1,5 candidat par place en 2023/2024). Parmi les masters les plus demandés en France, la compétition à l'admission était la plus intense pour les mentions Management et Management & Commerce international, avec un ratio de 6 à 8 candidats par place. La concurrence est également particulièrement rude pour des formations très demandées comme la psychologie, le marketing et le droit, dans lesquelles on peut dénombrer autour de 5 candidatures par place disponible.

De Tristan Gaudiaut pour Statista

Konstantinos Chalikakis : « Une goutte d'eau n'a pas de frontières »



Ecrit par le 31 octobre 2025



Entretien avec l'hydrogéologue <u>Konstantinos Chalikakis</u>, porteur de GeEAUde, la chaire partenariale <u>d'Avignon Université</u> lancée <u>il y a tout juste un an</u>. Avec cet outil unique en France, réunissant le monde scientifique et les acteurs socio-économiques de l'eau, l'enseignant-chercheur entend favoriser une meilleure connaissance de cette ressource aussi fragile qu'invisible.

Quel état des lieux peut-on dresser sur la ressource en eau aujourd'hui en France?

« Actuellement, et d'après les chiffres officiels, 18 millions de mètres cubes d'eau sont extraits chaque jour afin de répondre à nos besoins quotidiens en eau potable. Cette eau provient de plus de 33 000 captages répartis sur l'ensemble du pays. Deux tiers de ces prélèvements proviennent des eaux souterraines et un tiers a pour origine de l'eau de surface. 18 millions de mètres cubes par jour, c'est énorme! »

Et en Vaucluse?

« Dans le département, la part des eaux souterraines dans notre eau potable est particulièrement importante puisqu'elle s'élève à 96%. Dans l'ensemble, le Vaucluse bénéficie d'une bonne dotation en ressources en eau. L'aquifère karstique de Fontaine-de-Vaucluse, classé depuis l'été dernier parmi les 200 sites géologiques d'exception à l'échelle mondiale (voir encadré), en est un exemple remarquable. Ce bassin d'alimentation exceptionnel, couvrant environ 1 160 km², se distingue aussi par les débits de la source de Fontaine-de-Vaucluse particulièrement élevés. Il y a aussi le grand bassin sédimentaire profond



du Miocène du Comtat Venaissin qui s'étend depuis le sud de Carpentras jusqu'à Valréas. Ce sont des eaux souterraines de très bonne qualité qui ont un 'âge', c'est-à-dire un temps de séjour dans le milieu souterrain, de 10 000 ans en moyenne, mais on peut remonter à 40 000 ans à certains endroits. Et, bien sûr, les aquifères alluviaux du Rhône et de la Durance qui alimentent Avignon et une bonne partie des communes du département... On ne se rend pas forcément compte à quel point le Vaucluse est bien doté. Pour autant, ce n'est pas parce qu'il y a des ressources qu'il ne faut pas faire attention. »

« La pérennité d'une ressource, c'est sa capacité à se renouveler de façon naturelle. »

C'est-à-dire?

« On parle souvent de quantité sans parler de la qualité et vice versa. Mais il faut toujours associer ces deux aspects. C'est le problème de la différence entre la pérennité et la gestion durable. La pérennité d'une ressource, c'est sa capacité à se renouveler de façon naturelle. La gestion durable, c'est comment on exploite cette ressource pour arriver à répondre à nos besoins actuels sans mettre en péril les besoins des prochaines générations. Aujourd'hui, il y a 18 millions de m3 d'eau qui sont prélevés chaque jour en France. La question est de savoir si dans le même temps, il y a aussi 18 millions de m3 qui entrent dans nos hydro-systèmes. Et quelle est la qualité de ces eaux entrantes. Et, là, on ne parle que d'eau potable, il faut aussi ajouter les autres usages comme les besoins agricoles en irrigation par exemple. »

« Produire du savoir pour qu'il reste dans nos placards cela n'a pas d'intérêt. »

Est-ce pour mieux comprendre la complexité de ces interactions que GeEAUde, la 4e chaire universitaire partenariale d'Avignon Université, a vu le jour en juin dernier sur le site d'Agroparc ?

« Il s'agit d'un outil unique en France consacré aux eaux souterraines regroupant le monde universitaire et les partenaires socio-économiques : l'équipe d'hydrogéologues de l'Université d'Avignon, l'Inrae, l'IFPEN, le DPT 84 et la Région, ainsi que les gestionnaires territoriaux comme les syndicats mixtes, les collectivités, les industriels de l'eau, les parcs naturels... Bref un rassemblement de tous les acteurs, des gens dont l'eau fait partie du quotidien. Le principe de la GeEAUde, c'est de produire et partager de la connaissance sur l'eau souterraine. Car produire du savoir pour qu'il reste dans nos placards cela n'a pas d'intérêt. Il s'agit donc de créer de vrais échanges autour de nos savoir-faire et nos expériences. Dans cette logique, nous venons de publier une carte mondiale et la base de données associée, ouverte à tous, recensant toutes les sources d'eau douce sous-marines y compris celles non-répertoriées mais dont on peut calculer la probabilité de présence. Avec GeEAUde, nous sommes aussi là pour mieux accompagner le monde politique à prendre les décisions, les plus éclairées que possible, en matière de gestion de l'eau en les aidant dans la compréhension des hydro-systèmes et leur évolution future. »

GeEAUde: l'Histoire d'eau bien en chaire de l'université d'Avignon



Vous avez aussi un rôle auprès du grand public ?

« Lors d'opérations comme la fête de la science qui se déroulent sur notre territoire, je pose chaque fois les mêmes questions au grand public : D'où vient l'eau que vous buvez ? D'où vient l'eau du robinet de Vaucluse ? Ils mentionnent systématiquement qu'on boit l'eau du Rhône et de la Durance alors que presque la quasi-totalité de l'eau potable du département provient des eaux souterraines, certes avec des interactions avec le Rhône et la Durance parfois. Cela veut dire que nous, en tant qu'universitaires et plus généralement le monde qui produit de la connaissance, nous nous sommes ratés quelque part. Nous n'avons pas été capables d'expliquer au grand public que l'eau souterraine, c'est un trésor invisible. Mais parce qu'on ne la voit pas, on pense parfois qu'elle n'existe pas. Cette méconnaissance, c'est la raison principale pour laquelle cette ressource est souvent mal gérée. »

Vous avez une vision très ouverte de la science ?

« La science, ce n'est pas réservé qu'aux scientifiques. C'est l'affaire de tout le monde. Expliquer la science au grand public est crucial pour une société plus informée, sensibilisée, participative, responsable et ainsi résiliente face aux défis contemporains. Si on veut que les gens comprennent les sujets, il faut qu'ils participent à l'observation. Si on demandait par exemple à tous les Vauclusiens qui ont un puits ou un forage de nous envoyer régulièrement les niveaux d'eau dans ces captages, tout en expliquant l'intérêt de faire cela, nous aurions une meilleure visibilité de ce qu'il se passe dans nos hydrosystèmes souterrains. Nous, nous sommes là pour développer de la connaissance, tout en ayant l'obligation morale et éthique d'informer le grand public et d'accompagner aux transitions. Au sein de GeEAUde on a déjà démarré et nous allons multiplier les actions en science participative. »

Votre message est-il entendu?

« Aujourd'hui, les gens perçoivent les effets du changement climatique. Ils voient ce qu'il se passe autour d'eux. Parfois, il y a soudainement trop d'eau comme lors des inondations à Vaison-la-Romaine ou à Aramon. Et puis, il y en a de moins en moins. Le débit du Rhône a ainsi baissé de 15% depuis les années 1970. Globalement, il y a donc moins d'eau et pourtant cela ne nous empêche pas d'avoir des pelouses bien vertes ou de disposer de fontaines municipales sans recyclage. On continue de prendre de l'eau du robinet, c'est-à-dire l'eau potable, pour, par exemple, nettoyer les routes, nos voitures ou encore arroser nos pelouses. »

« C'est comme si nous utilisions une barrique de Châteauneuf-du-Pape de 20 ans d'âge pour faire une casserole de coq au vin et, en outre, le surplus, on le jette. »

Vous êtes en train de me dire qu'une commune peut laver sa chaussée avec une eau potable qui a passé 10 000 ans dans le sous-sol ?

« Oui, c'est exactement ça. On prend un produit d'excellence qui a passé beaucoup d'années dans le milieu souterrain, et qui se renouvelle très lentement, en oubliant toute la valeur que peut avoir cette eau. Dans un territoire de vignoble comme le nôtre, c'est comme si nous utilisions une barrique de Châteauneuf-du-Pape de 20 ans d'âge pour faire une casserole de coq au vin et, en outre, le surplus, on le jette. Si on veut utiliser une autre image : l'eau souterraine c'est comme l'argent dans la banque. Sauf



que l'on ne sait pas combien on a sur son compte. Pourtant on continue à faire des achats et on dépense sans compter... et on ne sait pas combien on rentre en salaire. Le risque, c'est qu'un jour nous n'ayons plus d'argent. C'est aussi simple que cela. »

Heureusement, toutes les eaux n'ont pas 10 000 ans?

« Non, il y a des eaux qui sont beaucoup plus 'jeunes', c'est-à-dire avec un temps de séjour dans le milieu souterrain relativement court. Le temps de renouvellement de l'eau de la nappe du champ captant de la Barthelasse, par exemple, c'est de l'ordre de quelques semaines, tandis que pour l'aquifère sédimentaire du Miocène de Carpentras c'est plusieurs centaines voire milliers d'années. Cela dépend des territoires car le monde n'est pas juste et équitable, et cela commence par l'eau. On peut avoir ainsi des communes qui sont sur un territoire manquant de ressources en eau souterraine et, juste à côté, un village qui aura la chance de disposer d'une certaine abondance. Cependant, nous constatons que l'eau ne jaillit plus du sous-sol dans certains puits artésiens de notre territoire. Cela signifie que l'eau ne remonte plus sous l'effet de la pression et que le niveau des nappes a déjà commencé à baisser de façon significative par endroit en Vaucluse, à cause de la surexploitation. La pérennité de la ressource n'est donc plus assurée. »

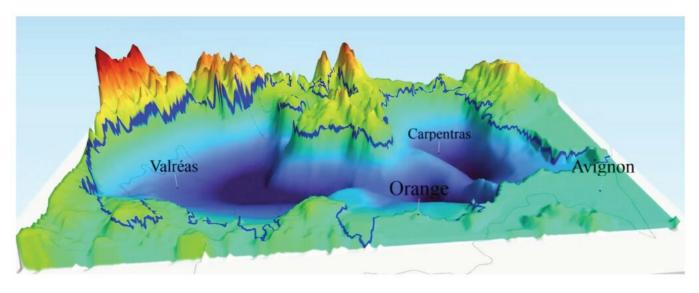
« Combien de temps va-t-on continuer à utiliser 2 à 5 litres d'eau potable pour transporter nos urines ou nos excréments dans nos toilettes ? »

Que faut-il donc faire pour la préserver ?

« Aujourd'hui, en France, le volume d'eau potable extrait et distribué est calculé sur une base de 150 litres par jour et par habitant. Combien d'eau boit-on? Le reste c'est pour d'autres usages (cuisine, douche, toilettes, fuite, piscine, arrosage...) et encore, on n'intègre pas les usages industriels, économiques, agricoles, agro-alimentaires... C'est absurde. Nous n'aurions jamais dû nous retrouver dans une situation où l'on consomme toute cette eau-là. Il faut donc que nous fassions un effort collectif en ayant des comportements différents. Combien de temps va-t-on continuer à utiliser 2 à 5 litres d'eau potable pour transporter nos urines ou nos excréments dans nos toilettes? Croit-on réellement que chaque fois que nous actionnons notre chasse d'eau l'équivalent de 5 litres de pluie tombent sur notre territoire pour assurer la pérennité de la ressource? La réutilisation des eaux, les 'eaux grises', serait déjà une bonne chose. Et, là, on ne parle que de pérennisation de la quantité, pas des problèmes de qualité. Il ne faut pas oublier non plus la nature dans tout cela. Les arbres, les rivières, nos écosystèmes ont aussi besoin d'eau. »



Ecrit par le 31 octobre 2025



Crédit : Geaude

Les solutions sont les mêmes partout ?

« Les besoins et les contraintes ne sont pas les mêmes dans le Sud que dans le Nord de la France. Par exemple, à l'échelle européenne et nationale, il y a une volonté de passer à une irrigation sous pression. C'est plutôt une bonne chose car ce type d'irrigation permet d'utiliser moins d'eau qu'une irrigation gravitaire où l'on inonde un champ grâce à des canaux qui y transportent l'eau. Pourtant, suivre strictement ces directives en Vaucluse serait une erreur car, en été, et c'est un paradoxe, l'irrigation gravitaire dans les zones cultivées de la plaine d'Avignon remonte le niveau de l'aquifère alors qu'il devrait plutôt baisser durant cette période où ce territoire accueille encore plus de monde. En plus de cela, les canaux d'irrigation servent à l'évacuation des eaux, notamment lors des fortes pluies. Et puis, ces aménagements historiques, comme le canal Saint-Julien par exemple, ont une histoire exceptionnelle et ont permis de récolter un nombre incroyable d'observations et de données. Si on abandonne les canaux d'irrigation on verra rapidement les dégâts dans quelques années. L'irrigation gravitaire doit donc être adaptée à notre territoire qui n'est pas homogène partout. On peut donc l'arrêter en partie mais il faut le faire de la façon la plus intelligente possible selon les particularités (caractéristiques, fréquence...) des différentes zones puisqu'au sein même du Vaucluse, les besoins et les contextes ne sont pas les mêmes entre le nord-est, l'est et l'ouest du département, le sommet du mont-Ventoux, le plateau d'Albion ou les villages du sud du Luberon. Il faut adapter nos besoins aux contextes. »

Il nous faut donc repenser notre manière d'aménager nos territoires ?

« Les architectes et les urbanistes ont effectivement aussi un rôle à jouer en imaginant d'autres façons de gérer l'eau dans les bâtiments et les aménagements urbains. On a vu récemment à Valence les conséquences de très importantes chutes de pluie. Des phénomènes qui vont être amenés à se répéter de plus en plus à l'avenir. Il faut concevoir des capacités de tampon, de stockage, de ralentissement et d'écrêtage. Ce qui est arrivé en Espagne, les hydrologues l'avaient prévu. Et, malgré cela, on a donné le droit de construire à des endroits où il ne fallait pas construire. On parle des catastrophes naturelles mais, en fait, c'est une inondation. Un phénomène certes accentué par les changements climatiques mais



cela reste une inondation. Et une inondation, cela arrive tout le temps. Si on décide de construire dans une zone inondable, il faut être conscient qu'un jour ou l'autre, peut-être pas notre génération, mais la génération prochaine va se retrouver noyée. »

« Ce que nous faisons à Avignon a des conséguences à Marseille. »

Que faut-il faire à l'avenir, n'est-ce pas trop tard ?

« Tout ce que nous faisons, nous aurions dû le faire il y a 30-40 ans mais il n'est jamais trop tard pour commencer. Nous devons penser aux besoins humains mais aussi à la préservation de nos écosystèmes. Il faut aussi prendre en compte les conflits d'usage entre les habitants, le sur-tourisme, les activités de loisirs, la production d'énergie, l'économie, l'agriculture... Le tout en prenant conscience de la complexité des interconnexions entre les systèmes hydrologiques. Beaucoup de choses dépendent de ce que nous faisons en amont. Ce que nous faisons à Avignon a des conséquences à Marseille. Ce que nous faisons dans la montagne de Lure a un impact à l'ouest de Vaucluse. »

Cette gestion de l'eau nécessite une réflexion à qu'elle échelle ?

« Nous avons fait beaucoup d'erreurs car nous sommes des êtres humains avec des faiblesses. Nous aimons la facilité, aller plus vite, avoir une abondance et du confort. Mais, au final, une goutte d'eau n'a pas de frontières. Elle traverse tout. Toute l'eau continentale, qu'elle soit polluée ou non, 'jeune' ou 'vieille', arrive in fine dans la mer. La gestion de l'eau nécessite une réflexion à plusieurs échelles. Locale d'abord pour une gestion des ressources en eau des communes, l'optimisation des usages et des réseaux de distribution (domestiques, agricoles et industriels) ; régionale ensuite pour la coordination entre territoires et une gestion équilibrée des aquifères et des rivières partagées ; nationale après pour l'élaboration de politiques publiques, la réglementation des usages, etc. ; et internationale enfin pour la coopération sur les ressources partagées, notamment pour les fleuves et les bassins transfrontaliers et les plans d'adaptation au changement climatique. L'échelle pertinente dépend du contexte, chaque niveau est crucial mais une approche multi-échelles est essentielle pour une gestion durable et efficace de l'eau. Les gens ne se rendent pas compte à quel point tous les milieux sont liés entre eux. J'insiste : ce que nous faisons en amont peut détériorer ou même détruire un autre écosystème en aval. Il ne faut donc pas oublier que, quoi que l'on fasse en surface, on va le retrouver, dans les sous-sols. Cela peut prendre quelques années, mais on va le retrouver. »

Reprise de l'entretien publié également dans l'édition 2025 du 'Vaucluse en chiffres'



Ecrit par le 31 octobre 2025



Fontaine-de-Vaucluse : un site géologique exceptionnel

La Fontaine de Vaucluse figure parmi les 200 sites exceptionnels géologiques du monde. Cette décision a été officiellement prise par l'Union internationale des sciences géologiques (IUGS) lors de son 37e congrès qui s'est tenu en Corée-du-Sud le 27 août dernier. En France, 5 autres sites géologiques patrimoniaux ont été aussi sélectionnés : les volcans holocènes du Puy-de-Dôme, la dalle aux ammonites à Digne-les-Bains, la Mer de glace dans le massif du mont Blanc, la série ophiolitique de l'île de La Désirade dans les Caraïbes et la Montagne Pelée à la Martinique.

Crédit : Hocquel A. VPA

Barreau d'Avignon : 'La justice face à



l'intelligence artificielle'



Après une édition 2023 qui a remporté un vif succès avec 200 manifestations dans 160 villes, La Nuit du Droit revient la 5° fois. En Vaucluse, c'est à l'Université d'Avignon que le Barreau de la Cité de papes propose une rencontre sur l'IA et la justice.

Voir le Droit sous un nouveau jour, c'est l'ambition de la Nuit du Droit dont la 5^e édition se déroulera partout en France ce jeudi 3 octobre. En Vaucluse, <u>le Tribunal judiciaire</u> de la cité des papes, <u>le Barreau de l'ordre des avocats d'Avignon</u> et <u>l'Université d'Avignon</u> propose une soirée sur le thème : 'La justice face à l'intelligence artificielle : les algorithmes, le juge et l'avocat'.

La rencontre, qui se déroulera sur le site Sainte-Marthe de la faculté, est libre d'accès mais le nombre de places est limité par la capacité de l'amphithéâtre AT02 comprenant un peu plus de 600 places (inscription préalable : conf-droit@univ-avignon.fr).

L'occasion de tout savoir sur la justice prédictive, les legals techs, les logiciels Prédictice et Case Laws Analytics ou bien encore de débattre sur la place du juge et des avocats dans une justice numérisée en compagnie de Jean-Philippe Lejeune, président du tribunal judicaire d'Avignon, Philippe Cano, Bâtonnier de l'Ordre des 330 avocats du barreau d'Avignon ainsi que Alice Mornet, maître de conférence en droit privé et sciences criminelles.









LA JUSTICE FACE A L'INTELLIGENCE ARTIFICIELLE : LES ALGORITHMES, LE JUGE

ET L'AVOCAT



DR

Sensibiliser le public à l'importance du Droit dans la société

Créée en 1917 à l'initiative de Laurent Fabius, président du Conseil constitutionnel, <u>La Nuit du Droit</u> a pour objectif de sensibiliser le public à l'importance du Droit dans la société et dans leur vie.

« Cette année encore, je suis heureux de voir les organisateurs de plus en plus divers proposer des thèmes de plus en plus variés, constate Laurent Fabius. Les participants « traditionnels » sont toujours présents : assemblées parlementaires, juridictions judiciaires et administratives, facultés de droit et



Ecrit par le 31 octobre 2025

écoles de droit, fondations et nombreux professionnels du droit. Mais d'autres acteurs et partenaires apparaissent au fil des ans : des mairies, les Archives Nationales et départementales, des instituts et des centres de réflexion. L'Académie des beaux-arts agira cette année aux côtés de l'Académie des sciences morales et politiques déjà présente en 2023. Beaucoup d'autres intervenants viendront renforcer ce courant qui anime tous nos partenaires, qui savent que le droit est un gage d'équilibre dans nos vies. »

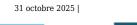
<u>La Nuit du Droit</u>. Jeudi 3 octobre. 18h30 à 20h. Entrée gratuite dans la limite des places disponibles (inscription préalable : <u>conf-droit@univ-avignon.fr</u>). Avignon Université. Amphi AT02. 74, rue Louis-Pasteur. Avignon.



Avec les entreprises aussi

Par ailleurs, les Barreaux d'Avignon et de Carpentras viennent de signer une convention de partenariat avec la CCI 84 (Chambre de commerce et d'industrie de Vaucluse).

« L'objectif de cette convention est de favoriser les contacts entre les chefs d'entreprises et les avocats de notre département, explique le Barreau d'Avignon. Pour ce faire, des avocats volontaires de ces deux Barreaux offriront sur 3 heures de consultations, une heure de leur temps, les deux heures suivantes





étant rémunérées à un tarif préférentiel. Par ce partenariat local, les Avocats du Vaucluse témoignent de leur forte volonté de soutenir les Entreprises et les Chefs d'entreprises de leur territoire. »

Un nouveau format de rencontres culturelles débarque à l'Université d'Avignon



Le mardi 14 mai 2024, à 17h se tiendra la première édition d'un nouveau format de rencontres culturelles à <u>l'Université d'Avignon</u> qui s'articulera autour du thème « L'Université, un lieu de création ». Une masterclass qui accueillera trois invités prestigieux : Claire Chazal, Lucie Marinier et Ernest Pignon-Ernest.



L'Université d'Avignon continue de développer et de placer sa politique culturelle au cœur de ses préoccupations en proposant une programmation ouverte sur son territoire. Le mardi 14 mai 2024, un nouveau type de rencontres culturelles sera intronisé sur le campus Hannah Arendt, au centre-ville d'Avignon. Ce premier rendez-vous sera abordé sous le prisme de l'université comme lieu de création.

Pour cette première édition, la journaliste télévisuelle Claire Chazal, la professeure du Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) Lucie Marinier et l'artiste français Ernest Pignon-Ernest seront invités à partager leurs expériences autour de la thématique de l'espace public comme lieu de création et de construction d'une culture commune. Cette masterclass sera également animée par Bertrand Dicale, directeur général de News Tank Culture. Un point presse en présence des invités se tiendra de 16h à 16h45, il précèdera la rencontre qui se tiendra à 17h.

Trois masterclass pour trois thématiques

Durant l'après-midi, trois conférences distinctes qui auront des thématiques différentes seront animées par chaque invité à destination des étudiants du territoire. Ernest-Pignon-Ernest, artiste plasticien s'occupera d'une masterclass sur le pouvoir culturel de l'art urbain, Claire Chazal tiendra une conférence qui aura pour thème la force de l'émancipation de la culture quand Lucie Marinier se chargera d'une masterclass sur la vie et la mort des œuvres d'art dans l'espace public.

Ce nouveau type de rencontres insufflé par Avignon Université permet de renforcer le dialogue et les liens culturels avec les acteurs du territoire. À l'heure des grandes mutations dans le champ de la culture, des arts et des sciences, l'université souhaite rester un lieu d'échanges, de diversité et de création, où les étudiants forgent leur identité intellectuelle et sociale.

Infos pratiques : « L'Université, lieu de création ». Mardi 14 mai à 17h. Université d'Avignon, Campus Hannah Arendt, 74 rue Louis Pasteur, Avignon.

Université d'Avignon : regards croisés sur les industries culturelles et créatives



Ecrit par le 31 octobre 2025



L'Université d'Avignon et son laboratoire Culture et communication viennent d'accueillir les rencontres des industries culturelles et créatrices (ICC). L'événement a été l'occasion pour des professionnels du milieu et chercheurs de débattre et présenter aux participants les enjeux et défis que rencontrent actuellement ces industries. Les sujets des différents métiers de ces industries, des publics, du spectacle vivant, du cinéma et séries, de la photographie et des nouveaux usages de consommation audiovisuelle ont été abordés à travers différentes formes, de la table ronde aux masterclass.

Un projet porté par les étudiants de master information et communication

« C'est un projet auquel <u>Virginie Spies</u> et <u>Judith Caceres</u> pensaient depuis un moment » explique <u>Auriane José</u>, étudiante en master et chargée des relations presse lors de ces rencontres. Cette idée de projet sur deux jours a donc été proposée par l'enseignante-chercheuse en sciences de l'information et de la communication Virginie Spies et la doctorante Judith Caceres aux étudiants de première année de master en début d'année. Ces derniers ont su saisir le projet et ont réussi à le mener à bien en s'associant avec les étudiants de deuxième année de master. Ensemble, ils ont donc pu devenir, le temps de quelques mois, organisateurs d'événementiel, et prendre contact avec un grand nombre d'acteurs de ces industries avec l'accompagnement de leurs enseignants.



• Virginie Spies, enseignante-chercheuse en sciences de l'information et de la communication. (©DR)



Judith Caceres, doctorante en sciences de l'information et de la communication. © Pascal Genty

Le déroulé des rencontres de l'ICC

La première journée était articulée autour de trois tables rondes et un gala le soir. Les tables rondes avaient pour sujet les métiers des industries culturelles et créatrices, la relation avec les publics et le



spectacle vivant et les lieux culturels.

La matinée suivante était dédiée à l'industrie du cinéma et des séries avec une table ronde d'une heure et demie sur les cinématographies à l'export. L'après-midi était d'abord occupée par une table ronde sur la photographie d'événements et de célébrités menée par plusieurs photographes reconnus. S'en est suivie une suite de trois prises de paroles par différents intervenants et sous différentes formes, une masterclass, une table ronde et un entretien. Ces trois conférences ont, avec différents prismes, questionné l'évolution de l'information, des médias et des industries concernées depuis plusieurs années avec les nouveaux usages et nouvelles habitudes du numérique.

« De la télévision à l'utilisation quasi-constante des téléphones portables. »

Nouveaux usages du numérique et consommation de contenus audiovisuels

Le premier sujet abordé a été celui des nouveaux usages de consommation des écrans qui sont passés de celui de la télévision à l'utilisation quasi-constante des téléphones portables. Cette question a été analysée par Virginie Spies et <u>Gilles Freissinier</u>, directeur du développement numérique et adjoint au directeur éditorial chez <u>Arte France</u>. Les deux conférenciers sont revenus sur la façon dont les médias de la télévision d'adaptent aux nouvelles consommations de contenu audio-visuel. La télévision est aujourd'hui complétée par la consommation sur smartphone. Il y a, en réalité, en majorité une consommation de programmes qui sont dédiés aux nouveaux usages et non de programmes pensés pour la télévision qui sont consommés autrement que sur la télévision.

Gilles Freissiner, directeur du développement numérique, adjoint au directeur éditorial chez Arte France © Arte

L'idée pour les chaînes de télévision comme Arte est donc de se développer en dehors de la télévision avec différents programmes pour capter une diversité de public important. Cela est d'autant plus vrai pour la chaîne franco-allemande, Gilles Freissinier explique que « l'identité de la chaîne Arte, c'est d'être une plateforme culturelle européenne avec une mission politique qui est de rapprocher les peuples européens à travers la culture », et, pour mener à bien cette mission, il faut répondre à la question que le directeur du développement numérique se pose « Comment en tant que médias, on peut me trouver sans me chercher ? ».

« Ne pas se laisser enfermer dans les algorithmes. »

Les conférenciers viennent donc à la question des réseaux sociaux, acteurs phares de ces nouveaux usages, le nouveau défi pour les médias aujourd'hui, c'est de ne pas se laisser enfermer dans les



Ecrit par le 31 octobre 2025

algorithmes qui laissent les utilisateurs dans de petites communautés sans nécessairement proposer une diversité de contenus, un système qui laisse moins d'occasions pour se confronter à différents points de vue.

« Comment en tant que médias, on peut me trouver sans me chercher ? » demande, pour se développer sur le numérique, Gilles Freissinier, directeur du développement numérique et adjoint au directeur éditorial chez Arte France.







Thomas Hercouët, auteur chez Brut.

(© Thomas O'Brien)



Thibaud Meurice, doctorant en sciences de l'information et communication. ©DR

Les questions du direct et des chaînes d'information en continu

Virginie Spies et Gilles Freissinier ont poursuivi cette réflexion avec une table ronde où <u>Thomas Hercouët</u>, auteur chez Brut et streamer sur Twitch, et <u>Thibaud Meurice</u>, doctorant en sciences de



l'information et de la communication se sont ajoutés. C'est le sujet du direct qui a alors été évoqué, et notamment ses nouvelles pratiques sur Twitch, service de streaming interactif. Le direct reste donc un rendez-vous avec d'autres auditeurs pour vivre ensemble un événement, cette idée est restée la même de la télévision aux écrans plus petits et portables.

Enfin, un entretien a été mené par Virginie Spies avec <u>Bruce Toussaint</u>, journaliste et présentateur de <u>BFM TV</u> dans lequel la discussion tournait autour du fonctionnement d'une chaîne d'information en continu. L'identité de BFM TV a pu être abordée et décortiquée mais aussi la façon dont s'organise une journée au sein des équipes d'une chaîne d'information. La question de la difficulté de faire de l'information non-stop est ressortie, l'audience a pu apprendre qu'en l'absence d'information nouvelle, les chaînes avaient trois façons de «'créer l'information' avec la diffusion de débat, de longs formats rediffusés ou encore avec des interviews.

Bruce Toussaint, journaliste et présentateur chez BFM TV © Nathalie Guyon

« La première chose qui fait l'audience c'est la concurrence »

Bruce Toussaint, journaliste-présentateur à BFMTV

Pour revenir au sujet des nouveaux usages de la consommation de l'information, Virginie Spies rapporte que les réseaux sociaux numériques ont changé le rapport à l'information qui est constamment accessible via les écrans qui nous accompagnent la journée. L'occasion pour Bruce Toussaint de parler du rôle des réseaux sociaux qui sont aussi devenus des sources d'information notamment du côté de la politique. De nombreuses questions ont pu être posées par les participants des rencontres, un vrai moment d'échanges entre professionnels, chercheurs, étudiants et passionnés.

Vers la création d'un observatoire des industries créatrices et culturelles ?

En conclusion de ces rencontres, Virginie Spies a affiché sa volonté de voir émerger prochainement un observatoire des industries créatrices et culturelles dont l'objectif est de devenir un lieu où les regards de différents acteurs et analystes pourront se croiser avec, pourquoi pas, de nouvelles rencontres dans les prochaines années.

Maylis Clément



« Tous les étudiants pourront passer leurs examens de fin d'année dans les Universités de la région »



Suite à la réunion des 4 présidents d'université de la Région et du président du Conseil régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, ce dernier assure que « tous les étudiants pourront passer leurs examens de fin d'année dans les Universités de la région. »

Lors du premier confinement, toutes les universités ont été fermées pendant près de 3 mois. Ensuite, en novembre elles sont restées ouvertes et ont proposé des cours à distance, puis à partir de janvier les cours ont repris en présentiel à raison d'un jour par semaine ou en demi-jauge. Malgré cela, « les Universités de la région ont démontré qu'elles savaient s'adapter et accompagner les étudiants quelles que soient leurs difficultés : économiques, sociales, financières ou psychologiques », explique la Région. Pour autant, cela ne semble suffisant et Philippe Ellerkamp, président de l'université d'Avignon, Eric Berton, président de celle d'Aix-Marseille, Xavier Leroux, président de celle de Toulon et Jeanick Briswalter, président de celle de Côte d'Azur partagent tous la volonté du maintien de l'ouverture des



Universités.

Priorité au retour à la vie dès cet été

Tous les étudiants termineront leur année scolaire et passeront leurs examens de fin d'année. Il est indispensable de garantir la visibilité sur cette fin d'année décisive tout en maintenant la qualité des diplômes, insiste le président de la Région Sud qui rappelle également que la priorité est de préparer le retour à la vie dès cet été pour trouver un stage, un job étudiant ou un premier emploi mais aussi des solutions pour anticiper la rentrée scolaire de septembre. C'est le sens du nouveau dispositif régional qui mobilise 2M€ pour l'embauche de jeunes dès le 1^{er} avril. Un appel est lancé au monde économique pour recruter des jeunes de talents et de compétences, formés en région Sud. Une relance indispensable qui se prépare également à travers le Contrat d'avenir qui mobilisera une enveloppe de l'Etat et de la Région à hauteur de 250M€ pour l'enseignement supérieur, la recherche et la vie étudiante. »

« Ensemble nous voulons d'une Région qui protège et qui garantisse à tous les étudiants la reconnaissance de leur travail et la qualité de leurs diplômes » conclu Renaud Muselier.

L'intelligence artificielle avec les éditions universitaires d'Avignon

Les éditions universitaires d'Avignon viennent d'éditer 'La boîte translucide : un éclairage sur l'intelligence artificielle'. L'ouvrage, écrit par <u>Pierre Jourlin</u>, a vu le jour dans le cadre de la collection Midisciences. Cette dernière entend proposer une photographie des connaissances scientifiques actuelles en s'appuyant sur la diversité des disciplines étudiées par les laboratoires de recherche d'Avignon Université.

Destinée au grand public ainsi qu'aux lycéens et étudiants, cette collection permet aussi de poursuivre la dynamique initiée par le succès des conférences tout public 'Midisciences' proposées par l'Université de la cité des papes depuis 2013.

Quelles limites pour l'intelligence artificielle ?

« Le terme intelligence artificielle désigne des technologies complexes, souvent opaques, de plus en plus présentes dans les outils numériques que nous utilisons au quotidien, présente l'éditeur universitaire. L'auteur explique comment on procède depuis plus d'un demi-siècle pour transférer aux ordinateurs une partie de la connaissance et de la pensée humaine, puis comment on a pu concevoir des machines capables d'apprendre elles-mêmes ces représentations. En s'appuyant sur un bon nombre d'exemples, relatifs aux langages informatiques, aux langages humains et à leurs différences, l'auteur donne à un large public des clefs pour comprendre les principes généraux sur lesquels se fondent ces innovations. »



Faciliter le travail pluridisciplinaire

« Ce livre vise ainsi un double objectif : constituer une introduction relativement brève, mais suffisamment large pour des personnes désirant se lancer dans des études en informatique ; faciliter le travail pluridisciplinaire pour des équipes de chercheuses et de chercheurs spécialisés dans d'autres domaines, mais concernés par les évolutions de la société dite numérique », complète Pierre Jourlin.

'La boîte translucide : un éclairage sur l'intelligence artificielle'. Editions universitaires d'Avignon.